

BAM: La croissance non agricole inquiète

• Une valeur ajoutée en hausse d'à peine 2,3% contre 4,6% entre 2000 et 2012

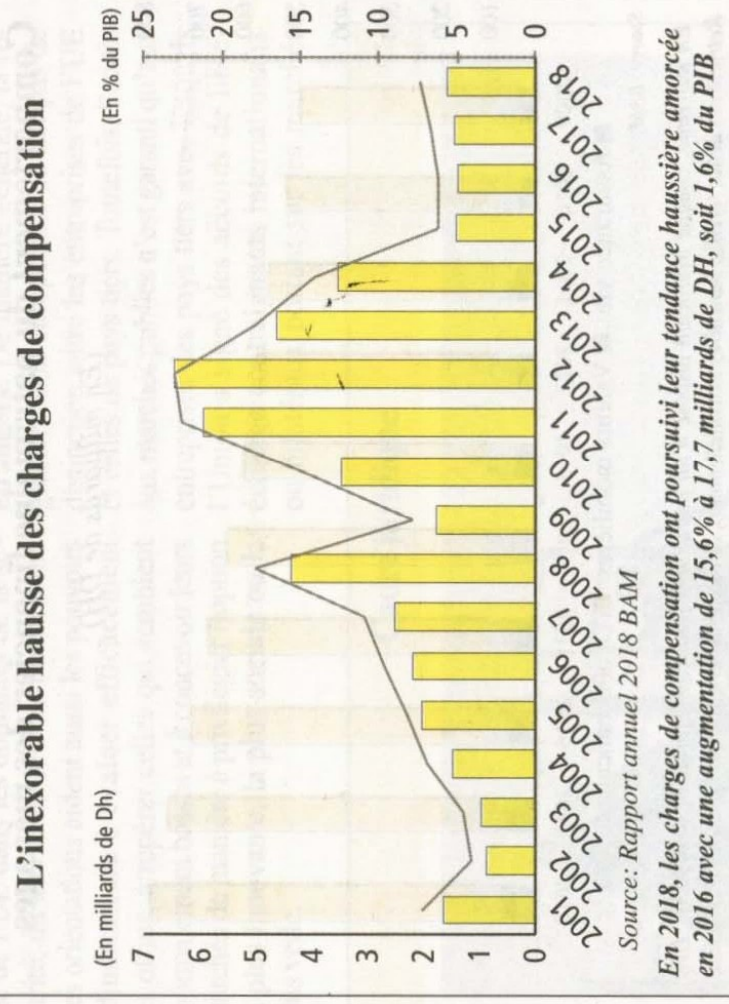
• La croissance globale toujours à la merci des conditions de la météo

• L'ambition d'émergence irréaliste même à un horizon lointain, selon Jouahri

CROISSANCE, déficit budgétaire, chômage, balance commerciale... Pour Abdellatif Jouahri, qui a présenté la veille de la fête du Trône le rapport annuel de Bank Al-Maghrib, le tableau n'est pas reluisant. Et certains indicateurs commencent à devenir préoccupants. L'année 2018 aura été difficile pour le Maroc. Il n'a pu réduire ses déficits économiques et sociaux alors que les attentes sont de plus en plus élevées comme en témoignent largement «les réseaux sociaux» qui traduisent un sentiment d'exclusion de larges pans de la société, indique le rapport.

Après avoir connu de grandes performances au cours de la première décennie du millénaire, le Maroc fait face à des difficultés persistantes. Ainsi, le faible développement des activités non agricoles commence à devenir inquiétant. La progression de leur valeur ajoutée varie autour de 2,3%. Ce qui est pratiquement la moitié de leur niveau de progression entre 2000 et 2012. La croissance globale reste rythmée par l'alternance entre bonnes et mauvaises campagnes agricoles avec un taux annuel moyen limité à 3,3%. Dans ce contexte, il ne faut pas se voiler la face. «À ce rythme, l'ambition de l'émergence reste difficile à concrétiser même sur un horizon lointain», prévient le wali de la banque centrale.

Cette situation n'est pas sans conséquences sur le marché du travail. En effet, au cours des six dernières années, plus de neuf emplois créés sur dix (contre sept auparavant) sont concentrés dans les activités tertiaires, notamment le commerce et les services personnels, marqués par la prévalence de l'informel. Par ailleurs, la résistance de la hausse du chômage est trompeuse puisqu'il s'agit beaucoup plus de la baisse du taux d'activité, matérialisée par le découragement de certaines franges de la population en âge de travailler. Une mentalité qui pourrait s'expliquer



le plan de la demande, il faut noter que la composante intérieure a augmenté de 4,3 points tandis que la contribution des exportations nettes à la croissance économique est redevenue négative à hauteur de 1,3 point de pourcentage.

L'atonie de la croissance et des créations d'emplois est attribuée par le wali de la banque centrale à celle de l'investissement privé qui tarde à décoller malgré un cadre incitatif «largement développé par rapport aux économies similaires». Selon les données disponibles, le tissu économique reste fragmenté et affaibli par l'informel, la concurrence déloyale, l'allongement des délais de paiement. Un tissu dominé par les très petites structures dont 67% déclarent chaque année un résultat fiscal nul ou déficitaire alors qu'à peine 0,8% des entreprises assurent 80% des recettes de l'IS. L'on se demande par conséquent quelle est la marge de manœuvre de l'exécutif pour financer les projets de développement. □

Hassan ELARIF

une relative accélération alors que le tourisme a enregistré une décélération.

Le BTP continue de broyer du noir. Sur

par les faibles opportunités de travail créées chaque année.

En 2018, l'économie a contribué à la création de 112.000 postes, dont plus de la moitié sont concentrés dans les services. Cependant, il faut signaler que le marché du travail est resté «peu attractif» avec un repli des entrées nettes à 64.000 nouveaux demandeurs. Ce qui induit justement une baisse du taux d'activité. Dans ces conditions, le taux de chômage est revenu à 9,8% au niveau national et à 14,2% en milieu urbain. Il faut relever aussi que le chômage reste élevé chez les citoyens de 15 à 24 ans dont plus de 4 sur 10 ne travaillent pas.

Risque d'exclusion économique

La lenteur et les divergences au sujet de la mise en œuvre de la vision 2030 de l'éducation risquent de condamner les générations montantes à l'exclusion économique et sociale.

Dans un environnement international marqué par la déception quant à la reprise économique, le Maroc a enregistré en 2018 des rythmes de croissance faibles à modérés: 3% contre 4,2% en 2017. Contrairement aux hypothèses retenues par la loi de finances 2018 qui tablaient sur 3%, le déficit budgétaire s'est accru à 3,7% contre 3,5% en 2017.

Les conditions climatiques ont encore permis au Maroc de maintenir une évolution positive pour la deuxième année consécutive de la valeur ajoutée agricole. Dans ce même temps, les secteurs non agricoles ont poursuivi leur lente reprise avec une hausse d'à peine 2,6%. Les industries de transformation ont connu